

À LA UNE

La Francophonie a un urgent besoin de mobiliser et de valoriser les richesses que détiennent ses praticiens. Face aux changements qu'induit une mondialisation rapide et inégalement régulée, les expériences et les savoirs accumulés par les administrations de ses membres permettront de répondre à des questions essentielles : comment lutter efficacement contre la pauvreté en exploitant correctement des ressources considérables ? Comment mobiliser les recettes, organiser un budget, bien choisir un investissement et un endettement ? Comment apprécier les nouveaux outils de financement et adopter celui qui convient à l'économie d'un pays.

Le réseau des experts en économie et finances des pays francophones proposé à Tokyo en octobre 2012, validé et lancé à Washington en avril 2013, est à mes yeux un des plus importants avec ceux qui traitent des droits de l'homme. Car sans développement, sans bonne gouvernance des ressources publiques et des bénéfiques privés, les droits eux-mêmes ne peuvent s'imposer longtemps.

Abdou DIOUF
Secrétaire général de la Francophonie

LE RÉSEAU EN ACTION

Reconstitution des fonds ADF/IDA

Au nom du réseau ministériel francophone, les ministres des finances du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Sénégal ont conjointement tenu à faire appel aux gouverneurs et gouverneurs suppléants des pays contributeurs aux fonds ADF et IDA pour les encourager à soutenir une augmentation en termes réels des ressources de ces fonds. Une copie de la lettre peut être [consultée ici](#).

Calendrier

Accéder au [calendrier](#) des moments-clés de l'année 2013 et des actions de plaidoyer du réseau.

ACTUALITÉ DES RENCONTRES ET DÉBATS INTERNATIONAUX

Rencontre ministérielle francophone de Washington

La première rencontre ministérielle et technique du Réseau des pays francophones les plus fragiles sur le financement du développement s'est tenue à Washington le 18 avril 2013. Cette réunion a abouti à des décisions sur l'envergure des travaux communs futurs et donné lieu à un débat sur les préférences des pays en termes de canalisation de fonds concessionnels additionnels par le biais d'organisations multilatérales. Les prochaines priorités du réseau en matière de documents techniques et de bulletins d'informations ont également été soulevées, ainsi que les projets d'assistance technique au profit de pays pilotes pour développer des stratégies nationales de financement. Enfin, les actions de plaidoyer et de coordination du réseau autour du G8, G20 et des réunions du Caucus africain ont été discutées.

Documents de la réunion :

- [Financement du développement : quels types et quels canaux de financement les pays doivent-ils préférer ?](#)
- [Le financement du développement : instruments et secteurs prioritaires](#)
- [Le projet de réseau des experts des finances](#)

Caucus Africain

La capitale soudanaise Khartoum accueillera le caucus africain des Institutions de Bretton Woods les 21 et 22 août 2013. Une session sur le financement du développement animée par un panel d'intervenants issus de la Banque mondiale, du FMI, de la BAD et de l'OIF débattront des perspectives de financement du développement jusqu'en 2030 et se pencheront plus particulièrement sur les thèmes de l'infrastructure, de la concessionnalité et du Fonds Afrique 50.

G8/G20

19 juin : le G8 soutient les efforts de développement de l'Afrique

Comme l'atteste le [communiqué](#) (en anglais) publié le 18 juin 2013 à Londres à la fin de leur sommet, les pays du G8 ont loué les efforts de développement de leurs partenaires africains et se sont engagés à fournir une plus grande assistance aux efforts de développement pour promouvoir une croissance durable et inclusive. Reconnaisant le rôle clé d'infrastructures performantes dans la croissance économique en Afrique, les pays du G8 se sont engagés à accorder une plus grande assistance dans la préparation des projets régionaux. En outre, ils ont décidé d'explorer des voies et moyens pour faciliter les flux d'investissements dans les projets d'infrastructures qui favoriseraient la promotion du commerce dans les pays en développement.

Mobilisation des recettes fiscales et plan d'action de l'OCDE

La réunion du G8 a aussi mis l'accent sur la mobilisation des recettes fiscales à travers la taxation des entreprises multinationales. Les chefs d'Etat se sont accordés sur le besoin de renforcer les échanges d'information entre autorités fiscales sur les activités des entreprises et se sont engagés à « soutenir les pays en développement dans la collecte des impôts qui leur sont dus, avec l'accès à l'information globale qui est nécessaire », y compris à travers la nouvelle initiative « Tax Inspectors Without Borders » de l'OCDE. Les pages 6 et 7 du communiqué détaillent leurs recommandations.

Depuis le sommet, l'OCDE a produit, à la demande du G20, un « [Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices](#) ». Ce rapport, qui a été approuvé par les ministres des finances du G20 à leur réunion de Moscou du 20 juillet, expose les solutions proposées par l'OCDE pour remédier aux difficultés des pays à collecter ces impôts. Selon [Tax Justice Network](#), ces propositions pourraient cependant, au contraire des objectifs poursuivis, réduire les recettes budgétaires des PFR en les centralisant dans les pays-siège des entreprises.

16-17 mai 2013 : réunion du Groupe de travail sur le développement du G20, Moscou

A l'invitation de la présidence russe du G20, l'OIF et le Commonwealth accompagnés de deux de leurs Etats membres (la RD Congo pour les pays à faibles revenus, la Gambie pour les petits pays vulnérables), ont participé, pour la première fois, aux travaux ordinaires du Groupe de travail sur le développement du G20, les 16 et 17 mai 2013 à Moscou. Représentant la région Asie-Pacifique, le Vietnam et le Brunei ont aussi pris part à cette réunion.

La session a porté sur les priorités russes pour le Sommet de St-Petersburg (5-6 septembre 2013), mettant l'accent sur l'évaluation du respect des engagements pris par le G20 dans les secteurs du Plan d'Actions de Séoul adopté en 2010 (sécurité alimentaire, inclusion financière, infrastructures, investissement privé et création d'emplois, commerce). Les conclusions des travaux serviront au prochain rapport sur la redevabilité en cours de préparation sous la responsabilité de la Russie.

24 avril 2013 : Forum du G8 pour le partenariat avec l'Afrique

La [réunion de printemps du Forum pour le partenariat avec l'Afrique \(FPA\)](#) organisée par la présidence du G8 (Royaume Uni) s'est tenue à Londres le 24 avril 2013. Le rôle de cette rencontre était de mettre l'accent sur les préoccupations et priorités politiques pour le développement de l'Afrique. Pour cette dernière réunion, le Forum a cette fois-ci concentré son attention sur le thème de la transparence gouvernementale et l'évaluation du FPA.

Conférence de Montréal 2013

Perspectives pour le financement des infrastructures de transport en Afrique

L'OIF a organisé, dans le cadre de la dernière Conférence de Montréal (11-13 juin 2013), une session de discussion sur le financement des infrastructures en Afrique, notamment adossées à l'exploitation de ressources naturelles, et sur les nouveaux outils qui pourraient dans l'avenir se développer aux côtés des instruments de financement traditionnels de ce type de projets. A partir de deux exemples concrets, le projet de mise en place d'une boucle ferroviaire dans les pays du Conseil de l'Entente (voir ci-dessous), et du projet de valorisation du minerai de fer de Bélinga au Gabon, des représentants de l'Agence française de développement et de la Banque africaine de développement ont discuté de leur offre et des perspectives qu'ils identifient en matière de financement des infrastructures, notamment ferroviaires.

Accès aux présentations :

- [Quels financements pour les chemins de fer africains ? \(AFD\)](#)
- [Infrastructures en Afrique, Nouvelles perspectives de financement \(BAD\)](#)

La boucle ferroviaire du Conseil de l'Entente : un projet à suivre

Suite à l'accord de partenariat signé le 17 décembre 2012 à Niamey entre le Conseil de l'Entente, rénové, et l'OIF, la Francophonie apporte son appui aux réflexions menées autour du projet d'achèvement de la Boucle ferroviaire Abidjan/Bobo-Dioulasso/Ouagadougou (section existante) – Niamey/Parakou/Cotonou/Lomé (section à créer). L'ampleur des investissements requis, la durée prévisible et le caractère plurinationnel du chantier vont exiger un financement complexe associant aide internationale, fonds publics et sources privées, voire collectivités locales. La constitution, la mise en place, la gestion et l'évaluation de ce financement offriront l'occasion d'approfondir les analyses du réseau sur le choix des outils de financement et les modes d'endettement les plus appropriés.

A vos agendas !

Événement parallèle du Groupe pilote sur les financements innovants, New York, 24 septembre 2013

Le Groupe pilote sur les financements innovants organisera le 24 septembre prochain à New York un [événement parallèle de haut niveau](#) en marge de l'ouverture de la 68^{ème} Assemblée générale des Nations unies. Cet événement entre dans le cadre de l'agenda fixé par la présidence nigériane du Groupe pilote, dont un des objectifs est l'adoption, dans la suite de la résolution A/RES/65/146 de 2010, d'une nouvelle résolution dédiée aux financements innovants qui réaffirme leur nécessaire changement d'échelle pour un réel impact sur le développement et le changement climatique. Cette session parallèle réunira « des représentants de haut niveau des Etats, organisations internationales et de la société civile afin de promouvoir un menu d'options de financements innovants pour le développement et mobiliser davantage de partenaires en faveur de leur mise en œuvre, ainsi que de discuter et promouvoir de nouveaux mécanismes de financement innovant ». C'est une occasion, pour l'ensemble des pays membres du réseau, de contribuer, à partir de la réflexion qu'ils ont engagée sur ce sujet, à la définition d'une position globale sur le rôle des financements innovants pour le développement.

RÉFÉRENCES ET PUBLICATIONS

Manuel sur les financements innovants pour le développement du COMSEC

Le Secrétariat du Commonwealth (COMSEC) publiera prochainement un manuel qui présente une nomenclature exhaustive des instruments de financement innovant pour le développement disponibles à l'heure actuelle. Ce document analysera également l'historique des financements innovants et proposera ses conclusions quant à leur efficacité et avenir. La publication du manuel est prévue pour l'automne 2013.

Tribune sur la TTF européenne

Trois ministres du Développement européens, M. Pascal Canfin (France), M. Dirk Niebel (Allemagne) et M. Jean-Pascal Labille (Belgique), ont cosigné une [tribune](#) parue dans le quotidien belge *Le Soir* en faveur d'une affectation au développement des recettes de la future taxe sur les transactions financières.

Rapport de la BAD sur les obligations de projets d'infrastructure et les marchés financiers africains

En marge des Assemblées de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international d'avril 2013, la Banque africaine de développement a lancé un rapport sur le financement structuré des infrastructures en Afrique. Présenté comme « une contribution de la Bad pour exploiter les ressources internes [de l'Afrique] en faveur du développement », ce [rapport](#) étudie comment les marchés financiers domestiques peuvent jouer un plus grand rôle dans le financement du développement, et en particulier des importants besoins en infrastructures de l'Afrique, nécessaires à un réel décollage de son économie. L'expérience de pays émergents, d'Amérique latine ou d'Asie, ou de certains pays africains, tels le Kenya, qui se sont lancés dans l'émission d'obligations spécifiques pour attirer des ressources longues vers les projets d'infrastructures, y sont analysés comme des exemples susceptibles d'inspirer les pays pour développer leur marché financier.

Perspectives économiques en Afrique 2013 : transformation structurelle et ressources naturelles

Les [Perspectives économiques en Afrique](#), publiées le 27 mai lors de l'Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement à Marrakech, confirment la capacité de résilience des économies africaines. Les prix des matières premières sont restés suffisamment élevés pour stimuler la croissance des pays riches en ressources et la production agricole, satisfaisante, a permis d'atténuer les effets de cours mondiaux soutenus. La demande intérieure, dynamique, a en partie compensé le ralentissement de la demande mondiale et on note un effort de diversification des économies, l'agriculture et les services, voire l'industrie manufacturière, ayant souvent servi de moteur à la croissance. Malgré des incertitudes sur la reprise économique mondiale, les perspectives macroéconomiques restent positives, avec un taux de croissance de 4,5% et 5,2 % en 2013 et 2014.

La réduction significative de la pauvreté et des inégalités demandera toutefois des efforts supplémentaires. A cet égard, le rapport analyse les conditions qui permettront aux pays africains de s'appuyer sur leurs abondantes ressources naturelles – agricoles et extractives – pour accélérer la transformation structurelle de leurs économies et accéder à une croissance plus inclusive, porteuse d'activités plus productives et d'emplois de meilleure qualité. Il propose quatre niveaux de politiques publiques pour s'engager résolument dans cette voie.

- [Accès direct à l'édition de poche](#)

L'ECOSOC et le financement du développement durable

Le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) a tenu un séminaire sur le « financement du développement durable » le 9 juillet 2013 à Genève. Un [document de synthèse](#) (en anglais) détaille l'objectif de cette initiative qui était d'explorer les options existantes pour une stratégie cohérente du financement du développement durable.

Financement de la lutte contre le changement climatique

Cet [article](#) (en anglais) de l'Alliance suisse des organisations de développement analyse la situation du financement de la lutte contre le changement climatique deux ans et demi après le Sommet de Cancún, et constate que les engagements pris en 2010 sont encore loin d'être respectés.

Revue annuelle de la BAD sur l'efficacité de l'aide

L'édition 2013 de la RAED publiée par la Banque africaine de développement a cette année pris pour thème central la croissance durable. Ce [rapport](#) établit un lien étroit entre la croissance à long-terme de l'Afrique et la gestion durable de ses ressources naturelles, tout en s'interrogeant sur la façon dont la BAD contribue au développement de l'Afrique.